



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Marché public à procédure adaptée

**Location de matériel de ski pour les élèves-officiers
de l'Académie militaire de la gendarmerie nationale
de Melun.**

Établi en application du Code de la commande publique du 1er avril 2019 (ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique).



DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES

Lundi 8 Décembre 2025 à 10h00

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du marché

- 1.1 Forme du marché
- 1.2 Allotissement
- 1.3 Condition de passation du bon de commande
- 1.4 Nomenclature
- 1.5 Organisme responsable du marché

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Article 3 - Durée du marché

Article 4 – Modalités de détermination des prix

Article 5 - Mode règlement-paiement

- 5.1 Conditions de règlement des prix
- 5.2 Facturation
- 5.3 Constatation « service fait »
- 5.4 Paiement
- 5.5 Récusation

5.6 Comptable assignataire

5.7 Intérêts moratoires

Article 6 - Modalités d'exécution des prestations

6.1 Relations entre le titulaire et l'administration

6.1.1 Obligations du titulaire

6.1.2 Responsabilité en cas de casse, perte ou vol de matériel

6.2 Condition d'exécution des prestations

6.3 Protection des données à caractère personnel

Article 7 - Lieux d'exécution

Article 8 - Pénalités de retard

Article 9 – Cession- Nantissement

Article 10 -Résiliation du marché

Article 11 - Prix et modalités de paiement

Article 12 - Révision des prix

Article 13 – Assurances

Article 14 – Litiges

Article 1 - Objet du marché

Le présent CCAP définit les modalités administratives et d'exécutions applicables au marché relatif à la location de matériel de skis à destination des élèves-officiers de l'Académie militaire de la gendarmerie nationale pour un stage de formation à la station de Barcelonnette (04).

1.1 Forme du marché

Ce marché est un marché à lot unique, passé selon une procédure adaptée ouverte (MAPA) conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

1.2 Allotissement

Conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti.

Les prestations de location de matériel de montagne constituent un ensemble homogène et techniquement indissociable.

La récupération du matériel doit se faire de manière cohérente pour garantir , la sécurité, la compatibilité et la qualité de l'équipement fourni aux élèves.

Pour ces raisons techniques et économiques, il a été décidé de recourir à un lot unique.

A l'issue de la procédure, une seule entreprise sera retenue pour exécuter l'ensemble des prestations.

1.3 Condition de passation du bon de commande

La commande sera adressée sous forme de bon de commande signé par le Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) ou l'un de ses représentants dûment habilité.

Ainsi, il sera envoyé par voie électronique ou en pièce jointe à un courriel, à une adresse électronique fonctionnelle dédiée et communiquée par le titulaire. Ce dernier accusera de la bonne réception de cette commande suivant les modalités de l'article « Forme des notifications et informations au titulaire » du présent document.

Le bon de commande précisera :

- la référence du marché ;
- l'objet du marché ;
- le montant du bon de commande (HT et TTC assorti du taux de TVA et de son montant numéraire, le cas échéant).

1.4 Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal : 8415000 Services des écoles de ski

1.5 Organisme responsable du marché

L'Académie militaire de la gendarmerie nationale de Melun (Bureau budget administration - Section administration), agit en qualité de Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), pour toutes les formalités suivantes :

- lancement de la consultation ;
- analyse des candidatures ;
- dépouillement des offres ;
- notification des résultats ;
- établissement des actes modificatifs ;
- décompte des pénalités ;
- résiliation du marché.

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement (ATTR1) et son annexe financière (un BP : Bordereau de Prix) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles ;
- le mémoire technique et cadre de réponse ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- toute réglementation actuellement en vigueur.

Article 3 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée ferme de trois (3) ans.

Il débutera le 02 janvier 2026. (00h00).

Article 4 – Modalités de détermination des prix

Unité monétaire

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Article 5 - Mode de règlement – paiement

5.1 Conditions de règlement des prix

La prestation faisant l'objet du marché sera réglée par application des prix unitaires dont le libellé est donné au bordereau des prix.

La facture est rédigée à la réception du matériel.

5.2 Facturation

Un tutoriel est joint au présent CCAP afin de permettre le dépôt des factures sur Chorus-Pro : cf. annexe 1 – AIFE-ChorusPro-Déposer-une-facture-au-format-PDF-V6.

Nonobstant leur contenu habituel, les factures doivent obligatoirement porter les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché ;
- le numéro de l'engagement juridique Chorus ;
- le service exécutant ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le type et la période des prestations exécutées ;
- le montant hors taxes des prestations ;
- le taux de la TVA et le montant total toutes taxes comprises.

5.3 Constatation « service fait »

La constatation du service fait établi par l'unité concernée vaut exécution du service fait et donne droit à un paiement.

5.4 Paiement

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture.

Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

5.5 Récusation

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le RPA fait payer dans le délai de trente (30) jours, les sommes qu'il a admises. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du différend ou du litige.

Toutefois, si le RPA n'est pas en mesure, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de contrôle, de vérification et de réception ou à toute autre opération nécessaire au paiement, ledit délai est prolongé d'une période égale au retard qui en résulte.

5.6 Comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le chef du Département comptable ministériel
Service du contrôle budgétaire et comptable du ministère de l'Intérieur
Place Beauvau - 75008 PARIS

5.7 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu à l'article 5.4 du présent CCAP, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

Article 6 - Modalités d'exécution des prestations

6.1 Relations entre le titulaire et l'administration

La bonne exécution de la location est placée sous la responsabilité du cadre de référence de la formation organisée à Barcelonnette pour tout problème inhérent à l'exécution du marché. Le titulaire fournit son identité et ses coordonnées à l'administration dès la notification du marché.

Les problèmes inhérents à la gestion administrative et financière du marché sont traités par la section administration du bureau budget administration de l'AMGN.

Cf. mail: sa.bba.amgn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

6.1.1 Obligations du titulaire

La prestation à effectuer n'est pas exhaustive et le titulaire doit exécuter, sans réserve ni exception, toutes les prestations nécessaires pour honorer les dispositions contractuelles telles que définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

En aucun cas, la société titulaire ne pourra arguer de l'imprécision des pièces fournies, ou d'omissions, pour refuser d'exécuter partiellement ou totalement les prestations faisant l'objet du présent marché.

Les effectifs globaux, ainsi que le nombre d'heures nécessaires à l'exécution de l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP et ses annexes, sont fixés par le titulaire et confirmés dans le cadre de réponse du mémoire technique.

Il lui appartient d'apprécier l'importance et la nature des prestations et de proposer les modifications qui s'imposent, le cas échéant, pour obtenir une réalisation correcte des prestations.

6.1.2 Responsabilité en cas de casse, perte ou vol de matériel

Le titulaire s'engage à fournir du matériel en parfait état de fonctionnement et conforme aux normes de sécurité en vigueur.

Pendant la période de location le matériel reste la propriété du titulaire.

L'académie militaire de la gendarmerie nationale s'engage à assurer une utilisation du matériel conforme à sa destination et aux prescriptions du loueur.

En cas de casse, perte ou vol du matériel, il appartient au titulaire de préciser les conditions d'assurance ou de facturation applicables.

Un constat contradictoire est établi entre le titulaire et l'Académie militaire de la gendarmerie nationale.

La responsabilité de l'Académie militaire de la gendarmerie nationale ne pourra être engagée qu'en cas de faute avérée, ou de négligence manifeste, imputable à ses élèves.

Le titulaire s'engage à proposer, dans son offre, les conditions de remplacement ou de réparation du matériel cassé, perdu ou volé, sans interruption de la formation (mise à dispositions de matériel de remplacement).

Les conditions de prise en charge (réparation, facturation, assurance) devront être clairement indiquées dans l'offre du titulaire et validées avant la signature du marché.

6.2 Condition d'exécution des prestations

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont celles détaillées dans le CCTP et dans le bordereau des prix fourni par le titulaire.

6.3 Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG FCS, chaque partie de l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

À ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire en avertit au préalable le RPA et s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet d'un marché ;

- traiter les données conformément aux instructions du RPA. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne, ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le RPA. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers, ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union européenne ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le RPA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel, en vertu du présent marché, s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception, et de protection des données par défaut ;
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions du RPA.

Article 7 -Lieux d' exécution

Dans un périmètre de 30 km autour de Barcelonnette.

Article 8 - Pénalités de retard

Compte tenu de l'objet du marché, de l'obligation de résultats et par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG FCS, outre le non-paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance, pourront être appliquées au titulaire du marché, **après constatation du donneur d'ordre**, sans mise en demeure préalable ni procédure contradictoire préalable et sont calculées comme suit :

Pénalités	Valeur
Matériel non conforme au CCTP	30 € par équipement non conforme
Défaut de remplacement ou de maintenance du matériel dans un délai de 24h	20 € par jour et par équipement

Article 9 - Cession- Nantissement

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R.2191-45 à R.2191-61 du Code de la commande publique en vigueur, relatifs à l'affectation des marchés en nantissement.

Le montant HT du marché sert de base à la détermination de la formule d'origine à porter sur l'exemplaire unique, ou sur un certificat de cessibilité, se rapportant à chaque marché.

Cet exemplaire est destiné à être remis à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Article 10 – Résiliation

Le marché peut être résilié par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles L.2195 et suivants du Code de la commande publique, notamment pour faute grave du titulaire, inexécution des prestations ou non-respect des obligations contractuelles.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 8 du présent cahier.

Article 11 - Prix et modalités de paiement

Le marché est à prix unitaire. Le règlement des prestations sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Une avance de 30 % sera versée, sous dépôt de facture, par le prestataire 30 jours avant.

Article 12 - Révision des prix

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique, les prix du présent marché sont révisables afin de tenir compte de l'évolution économique affectant les coûts de main-d'oeuvre et de matériel nécessaires à l'exécution de la prestation de la location.

La révision s'applique annuellement à la date du 2 janvier de chaque année d'exécution du marché.

La révision des prix est calculée selon la formule suivante:

$$P = P_0 * (0,20 + 0,50 * \frac{I_{\text{CHT rev}}}{I_{\text{CHT}} \text{ REV } TS_0} + 0,30 * \frac{FSDH}{FSDH_0})$$

P = Prix révisé,

P₀ = Prix initial dans le bordereaux des prix unitaires,

ICHTREV_ TS = indice du coût horaire du travail pour l'ensemble des salariées des entreprises de service;

FDSH = Indice de prix à la production de l'industrie française pour les biens d'équipement sportifs, de détente et de loisirs.

ICHTrev_TS₀ et FSDH₀ = Valeurs respectives de ces indices publiées au mois de remise des offres.(novembre de l'année précédente)

Modalités d'application

La révision s'applique automatiquement aux prestations excécutées à compter de la date anniversaire du marché.(2 Janvier)

Les indices de référence sont ceux publiés par INSEE au mois de remise des offres.

Les indices à utiliser pour la révision sont ceux publiés le mois précédent la date de révision; soit décembre de l'année précédente.

En cas de disparition ou de modification d'un indice, il sera remplacé par l'indice officiel le plus proche mesurant la même évolution économique, après accord de parties ou , à défaut, sur décision de la personne responsable du marché.

Caractère ferme initial

Les prix sont fermement établis à la date de remise des offres et demeurant non révisables jusqu'à la première application de la formule de révision (2 janvier suivant la notification du marché)

Application de la formule

Les résultats de la formule sont arrondis au centime d'euro le plus proche.

Aucune révision ne peut avoir pour effet de ramener le prix en dessous du prix initial P0.

Article 13 – Assurances

Le titulaire devra justifier d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les risques liés à l'exécution du marché.

Article 14 – Litiges

Les litiges éventuels sont exclusivement régis par les lois et règlements français.

En cas de procédure contentieuse relative au marché, la contestation sera portée devant le Tribunal administratif compétent.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- référé précontractuel (article L.551-1 du Code de justice administrative) jusqu'à la signature du marché ;

Les recours doivent être exercés auprès de :

Tribunal administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
77 000 Melun

tél: 01 60 56 66 30

Un recours gracieux peut également être adressé à l'acheteur à l'adresse suivante :

Académie militaire de la gendarmerie nationale
Bureau budget administration
Section administration
avenue du 13^e Dragons
77 010 MELUN CEDEX